

LE TEMPS

Impossible démocratie

Le Temps, Charles Wyplosz, 26 janvier 2023

A tort ou à raison, le Danemark fait partie de ma liste des pays où la démocratie fonctionne plutôt bien. C'est pour cela qu'un débat en cours, d'importance tout à fait secondaire, est intéressant et quelque peu inquiétant.

Répondant à l'invasion de l'Ukraine, Mette Frederiksen, la première ministre, souhaite augmenter le budget de la défense pour atteindre la norme de 2% du PIB réclamée pour les pays membres de l'OTAN. Dans un pays où la dépense publique est de 44% du PIB, un accroissement de 0,6% du PIB devrait être un exercice trivial. Eh bien, pas du tout. La première ministre a déclenché une crise politique quand elle a proposé d'abandonner un jour de congé pour générer des revenus fiscaux additionnels du fait de l'augmentation de la production correspondante. Elle a choisi le Grand jour de prière, qui tombe depuis 1686 le quatrième vendredi après Pâques. Le résultat est une levée de boucliers générale.



Les autorités ecclésiastiques dénoncent un cauchemar logistique car les confirmations sont souvent organisées ce jour-là. Les syndicats veulent protéger un jour de repos bien mérité. Les restaurateurs redoutent une perte de leurs revenus. Les partis politiques d'opposition surfent sur la vague, certains proposent de demander un référendum pour défendre la remise en cause d'une tradition nationale.

Mette Frederiksen aurait pu choisir d'augmenter les impôts, mais il n'est pas difficile d'imaginer la réaction hostile. Elle aurait pu proposer de faire des économies sur la dépense publique, oui mais laquelle? Moins pour l'éducation? Ou pour la santé? Ou bien les transports publics, à moins que ce ne soit la culture ou les aides sociales? On peut imaginer les réactions dans chaque cas. Un tout petit peu de réduction sur toutes les dépenses publiques pourrait créer une alliance des mécontents et précipiter une foule dans les rues habituellement calmes du pays.

Au même moment, en France, la réforme destinée à reculer l'âge de la retraite de 62 à 64 ans est en train de provoquer une vague de grèves et de manifestations qui promet d'être mémorable. Les critiques sont semblables à celles entendues au Danemark, sauf qu'au lieu de remettre en cause une tradition religieuse ancestrale c'est l'attachement à des acquis sociaux, presque aussi religieux, qui suscite le rejet de la réforme.

Dans les deux cas, il s'agit de financer des dépenses supplémentaires, la défense au Danemark, l'adaptation des régimes de retraite au vieillissement de la population en France. Lorsqu'il est politiquement impossible de couper dans les autres dépenses ou d'augmenter les impôts, il ne semble plus y avoir d'issue. Mette Frederiksen et Emmanuel Macron ont une idée: travailler plus pour s'offrir une réforme jugée incontournable. En 2021, en moyenne, les Danois ont travaillé 1363 heures et les Français 1490 heures. La moyenne européenne est de 1566 heures, pour l'ensemble des pays de l'OCDE on en est à 1716, avec 1791 heures aux Etats-Unis et 1915 heures en Corée du Sud. (Pour les curieux, la durée moyenne est de 1533 heures en Suisse.) Voilà donc deux pays où, en moyenne, les employés ne sont pas vraiment surchargés. Mais ça bloque quand même.

C'est inquiétant parce que la liste des nouvelles dépenses à venir est impressionnante. Partout la population vieillit. La lutte contre le réchauffement climatique sera onéreuse. La pandémie de covid a montré que les systèmes de santé n'ont pas suivi ces dernières années. Si les pays occidentaux veulent garder leur rang, il va leur falloir investir lourdement dans la recherche scientifique et dans la production locale de ce que nous avons pris pour habitude de faire fabriquer en Chine et dans bien d'autres pays où la main-d'œuvre est bon marché. Qui va payer tout ça? Ce qui est en cause est profond. Si Poutine a cette vertu de réunir beaucoup de monde contre lui, il doit voir dans l'absence de débats en Russie la supériorité de l'autocratie sur la démocratie, car c'est bien de cela qu'il s'agit. Les démocraties sont de plus en plus confrontées au refus de tout effort collectif, même pour une cause qui rassemble quasiment l'unanimité.